

21 octobre 1983 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse de M. François Mitterrand, Président de la République, à l'issue du sommet franco-britannique à Londres, vendredi 21 octobre 1983.

LE PRESIDENT.- Je ne peux que confirmer ce qui vient d'être dit quant au contenu de nos conversations qui se sont portées sur les problèmes de sécurité et de défense, en-particulier en Europe. Nous avons abordé l'ensemble des problèmes touchant à la communauté européenne en vue de la réunion d'Athènes, avec sa préparation et ses conséquences, où se retrouvent tous les problèmes que vous savez : ils sont d'ordre financier, économique, agricole, sans oublier l'élargissement, et que sais-je encore.

- Enfin, nous avons débattu de nos problèmes bilatéraux, étant bien entendu que la négociation européenne recouvre un certain nombre de ces problèmes bilatéraux. Le débat européen n'est pas que franco - britannique, il l'est pour partie. Chacun des partenaires a pratiquement à régler avec l'autre ou les autres un large domaine contentieux. Et puis, certains autres problèmes de politique internationale, on l'a dit, touchant au Proche-Orient, par exemple, ou bien à quelques autres.\

Quant à la sécurité et à la défense, j'ai rappelé à Mme le Premier ministre `Margareth Thatcher` ce qu'elle savait déjà et que je répéterai ici une fois de plus : s'il s'agit de prendre une position de principe avec toutes les conséquences que cela implique sur les euromissiles, nous sommes, nous Français, contre les euromissiles et non pas pour.

- Mais à-partir de là, nous souhaiterions qu'un équilibre s'établisse - puisqu'il y a des euromissiles et qu'ils ne sont pas de notre fait - qu'un équilibre s'établisse au niveau le plus bas possible. Cela doit se traduire par un équilibre par réduction et non point par augmentation de ces armes. Voilà la pétition de principe. Une négociation s'est engagée entre les deux plus grandes puissances à Genève sur ce que l'on appelle les forces nucléaires intermédiaires qui recouvrent les euromissiles. Cette négociation avait pour objet le retour à l'équilibre. Elle semble - nous n'y sommes pas - mais enfin, elle semble ne pas aboutir, du moins on l'a entendu dire. La priorité reste à l'équilibre, au niveau le plus bas, et nous ne pensons pas, nous, Français - là-dessus, nous avons pleinement rencontré la position britannique - qu'il appartienne aux armements nucléaires britannique et français de compenser cet équilibre, de le réaliser par eux-mêmes. D'abord parce qu'on parle de type d'armements qui ne sont pas l'objet de la conférence de Genève sur les forces nucléaires intermédiaires `FNI`. Ainsi l'on verrait deux puissances étrangères qui n'ont pas mis sur la table de négociations leurs propres armements débattre, en l'absence d'autres puissances, de cet armement dont ils ne discutent pas entre eux-mêmes ! Cela rend absurde cette hypothèse, indépendamment de tous les aspects évidents, à savoir qu'il y a une notion d'équilibre entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique `URSS` et que c'est leur affaire.

- Un pays comme le mien dispose d'un armement stratégique qui correspond à une idée tout-à-fait simple de sa sécurité : un effet dissuasif, appliqué à un domaine précis de caractère géographique, appliqué à la défense ou à la survie de notre territoire, à l'indépendance de notre pays et dont les missions ne peuvent pas être indéfiniment extensibles. Nous n'avons pas à nous substituer à l'Alliance `Alliance atlantique` ou aux alliances. Notre position est donc tout-à-fait claire. Je ne cherche pas du tout à compliquer les choses. Nous pensons simplement que le fait de s'intéresser à l'armement français c'est comme un alibi, une façon de poser le problème de telle sorte que l'on n'y réponde pas.

elle sorte que l'on n'y repousse pas.

- Alors, la Grande-Bretagne et la France ont à cet égard une position, j'allais dire ... identique, en tout cas, tout-à-fait similaire. Je répondrai aux autres questions sur ce -plan s'il s'en pose. Mais je tiens à ce que les choses soient claires. La France souhaite qu'il n'y ait pas d'euromissiles du tout, constate qu'il y en a, demande alors un équilibre, au plus bas niveau possible, c'est-à-dire équilibre par réduction. Si cela n'est pas possible, alors devant cette tragique réalité, nous entendons poursuivre, pour ce qui nous concerne, par l'armement stratégique dont nous disposons, assurer notre sécurité.

- Mais comme la Grande-Bretagne dispose d'un même type d'armement, du même ordre, le même raisonnement conduit aux mêmes conséquences et resserre donc plus encore les prises de position de nos deux pays. Voilà donc un problème sur lequel nous n'avons pas, naturellement, de difficulté.\

Dans le débat communautaire, je pense qu'il faut parler pratique. Il va de soi que les intérêts sont différents. S'ils n'étaient pas différents, ils seraient depuis déjà longtemps réglés. Ils sont différents, ils sont souvent contraires, pour employer le langage philosophique traditionnel. Espérons qu'ils ne soient pas contradictoires sans quoi il n'y aurait pas de solution possible.

- La France pense que tous ces intérêts doivent être traités d'une façon globale parce que c'est la meilleure façon d'aboutir à de justes compromis. Les problèmes sont donc liés. Qu'Athènes `Conseil européen` puisse déboucher sur un résultat positif, c'est souhaitable. Souhaitable et difficile, comme vient de le dire Mme Thatcher. Difficile puisque déjà, depuis longtemps, on en parle sans aboutir même si, de çà de là, on aperçoit quelques signes qui peuvent rendre plus optimiste. Aucun d'entre nous ne veut aboutir à la crise majeure de l'Europe.

- Bien, alors on va multiplier les travaux. Nous nous rencontrons aujourd'hui. Nous avons commencé hier. Je rencontrerai les Italiens bientôt, puis les Allemands. J'étais en Belgique récemment. Je pense avoir l'occasion de rencontrer M. Papandréou, actuel président de la CEE qui devrait se rendre à Paris. Et ainsi de suite.

- Je crois que le calendrier que je viens d'exposer n'est pas complet pour ce qui me concerne et je pense que celui de Mme le Premier ministre est aussi fourni que le mien. Ce qui veut dire qu'on va continuer de travailler. Nos ministres des affaires étrangères et nos ministres techniciens vont multiplier leurs relations. Il nous reste un peu plus d'un mois pour avancer. Les conversations que nous avons eues aujourd'hui, à Londres, nous permettent de penser que sur certains points, c'est possible sans que l'on puisse, comme cela a priori, et simplement pour le plaisir, en diminuer les difficultés. Nous avons une conscience claire des problèmes, des problèmes bien posés par des responsables désireux d'aboutir, au-cours de relations démultipliées. C'est là, je crois, de bonnes méthodes et c'est dans ce sens que nous souhaitons aller. Ce qui veut dire que nous souhaitons aboutir.\

Quant aux relations bilatérales, je l'ai dit tout à l'heure, j'ai des raisons de penser que les relations franco - britanniques depuis quelques années sont allées constamment vers des progrès. Les échanges se sont multipliés. Nous souhaitons, les uns et les autres - deux memorandum ont été déposés à cet égard - donner à l'Europe une nouvelle dimension de caractère industriel et technologique. Ces textes sont connus de vous certainement. Nous souhaiterions que l'année prochaine, l'on puisse commencer d'aboutir. L'Europe piétinant finira par reculer. Il faut donc qu'elle avance là où elle le peut. Et pas seulement par bonne hygiène, mais aussi parce que c'est nécessaire notamment dans le domaine industriel, dans ses technologies les plus modernes : informatique, biotechnologie, télécommunication reliée à l'informatique. Là-dessus, nos ministres ont pu, je le crois, discuter de façon très utile. En tout cas, le compte-rendu qu'ils nous en ont fait montre que les progrès sont sensibles. Maintenant, je fais comme Mme le Premier ministre : j'écoute les questions.\

QUESTION.- Monsieur le Président, que pensez-vous de la proposition britannique de limiter fermement les dépenses du Marché commun agricole chaque année au sein du budget de la CEE ? Approuvez-vous cette proposition et si non, pourquoi ?

- LE PRESIDENT.- J'ai déjà dit cela avant Stuttgart. J'ai eu l'occasion de le préciser à diverses reprises. Je répondrai définitivement à votre question, je l'espère, après la rencontre d'Athènes

`Conseil européen`. Mais je ne dirai rien qui puisse ajouter quoi que ce soit aux difficultés que j'ai déjà soulignées dans un passé récent.

- Je vous l'ai dit : nous nous sommes mis au travail, nous avons chargé un certain nombre de personnes responsables de faire avancer ce dossier. Je ne peux pas préjuger du résultat de leurs travaux.

- QUESTION.- Les ministres de l'agriculture du Marché commun viennent d'approuver la nouvelle réglementation sur les fruits et les légumes. Croyez-vous que la France n'a pas maintenant des préalables à propos de l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun ?

- LE PRESIDENT.- C'est un très bon élément, un bon acquis dans ce débat. Ce n'est pas la seule question qui se pose. Comme vous le savez, le problème viticole, le problème de la pêche, quelques autres encore restent en suspens. D'autre part, il y a un lien entre les problèmes de cet élargissement et la capacité ou nom de la Communauté `CEE` à régler à Dix ses propres problèmes agricoles. Mais comme ces problèmes agricoles sont eux-mêmes liés aux problèmes de produits de substitution, c'est-à-dire aux produits américains qui inondent l'Europe, il est difficile de répondre en isolant le problème par-rapport aux autres. Il n'en reste pas moins que c'est un progrès. Cet accord prouve que quand on le veut, on peut réussir. C'est une bonne chose et cela déblaye un obstacle sur la route de l'élargissement.

QUESTION.- Monsieur le Président, à-partir de demain et dimanche, au travers de l'Europe, en France comprise, de grandes manifestations pacifistes vont se dérouler. Est-ce que vous pouvez nous donner votre appréciation là-dessus ?

- LE PRESIDENT.- La France est un pays où règne la liberté. Quiconque veut y défendre sa préférence, son choix, peut le faire. Sur le fond de ce problème, ce que j'ai dit pour commencer aurait dû vous suffire.

- On doit bien peser ce que signifie la démarche pacifiste, fort honorable et légitime, si le problème est bien posé. Qu'il n'y ait pas d'armes du tout, c'est un rêve vieux comme le monde. Que les hommes s'aiment au lieu de se battre, il n'y a pas d'idéal meilleur. Mais je crois avoir remarqué que depuis que le monde est monde, cela ne se passe pas exactement comme cela. Alors, pour en revenir au débat qui nous occupe, actuellement, il y a des euromissiles quelque part, il n'y en pas ailleurs. Autant que possible, il faut ou obtenir que ces euromissiles disparaissent, ou obtenir qu'ils soient compensés par une force comparable. C'est également un raisonnement pacifique car je ne demande pas naturellement, qu'il y ait supériorité de l'un sur l'autre.

- Donc, je peux très bien admettre que la démarche pacifiste procède d'une conception élevée de l'humanité et de ses devoirs. Cette démarche suppose peut-être - plus qu'il ne convient - le problème résolu. Nous, responsables politiques, notre devoir est de rechercher à résoudre ce problème sans le supposer résolu. Là, sans doute, est la différence.

QUESTION.- Monsieur le Président, avez-vous fixé une date pour le déploiement de votre contingent au Liban ? Ou bien espérez-vous, comme la France va occuper pour six mois la présidence de la CEE, un effort diplomatique conjoint, européen et américain pour résoudre le problème au Liban et au Moyen-Orient ?

- LE PRESIDENT.- Sur cette affaire du Liban et de la présence française, beaucoup de choses inexactes ont été dites. Je vous rappellerai simplement que des soldats français sont, depuis longtemps, présents au Liban dans le -cadre de la FINUL, c'est-à-dire une force internationale organisée par les Nations unies. La France a beaucoup de soldats dans cette force. Il s'agit là d'un problème bien précis : c'est une mission des Nations unies.

- Si la France y participe, c'est aussi parce que - mais je ne reviendrai pas là-dessus, c'est bien connu - des liens historiques très anciens nous unissent à ce pays. Nous souhaitons du fond de notre coeur et de tout notre esprit que le Liban arrive à préserver son indépendance et sa souveraineté.

- Là-dessus sont survenus des éléments qui sont dans votre mémoire. Des armées étrangères s'affrontaient ou risquaient de s'affronter au Liban et commençaient à se battre dans des conditions désolantes à Beyrouth même. Beyrouth-Ouest était sous les bombes. Aucune rue

n'était assurée de ne pas être soumise à la mitraille. Les morts s'accumulaient. Une force multinationale trouvant sa source en elle-même et non pas relevant d'une mission de l'ONU était constituée par trois, puis par quatre pays.

- La première mission de l'armée française, du contingent français présent à Beyrouth-Ouest, dans une zone strictement délimitée puis qui a compris un peu plus tard la protection des camps de palestiniens, cette mission a été d'éviter que les armées qui se trouvaient face à face, notamment l'armée israélienne et l'OLP ne s'affrontent davantage. Cette mission a été bien remplie puisque quelques milliers de soldats palestiniens ont pu quitter, avec la vie sauve, le Liban dans la dignité.

- Notre mission étant remplie, nous sommes rentrés. Et nous y sommes revenus parce que, quelques jours plus tard, a eu lieu le massacre de Sabra et de Chatila. Nous avons alors assuré la garde de ces camps pour sauvegarder les survivants et nous avons réoccupé une fraction de Beyrouth-Ouest - une zone étroite - et assuré la protection de notre ambassade et de notre résidence, elles-mêmes menacées par les bombardements, par les combats.

- Voilà, c'est tout-à-fait simple, il n'y a pas de mystère extraordinaire. Nous ne sommes pas allés là-bas pour participer à une guerre étrangère. On a appelé cela une force d'interposition pacifique. Nous ne voulons pas que cette mission soit détournée de son sens. Alors, tout cela s'est fait à la demande du gouvernement légitime et reconnu au Liban. Nous n'avons pas agi de nous-mêmes.

- Nous souhaitons que ce gouvernement soit en mesure d'obtenir avec le bon esprit de ses concitoyens - semble-t-il difficile à obtenir - une conciliation. La France alors, diplomatiquement, conseille autant qu'elle puisse le faire cette conciliation. Nous examinerons avec nos partenaires ce qu'il conviendra de faire puisque nous continuerons d'être inspirés par les mêmes principes. \

QUESTION.- Puis-je vous demander quelles conclusions vous souhaiteriez que M. Andropov tire de ce sommet ?

- LE PRESIDENT.- Je pense qu'il est très important que M. Andropov sache, premièrement, que la France n'accepte pas le décompte de ses armes nucléaires, qui ne sont pas intermédiaires, dans le calcul de l'équilibre. Deuxièmement, que la France marque ainsi sa volonté liée à sa sécurité, tout simplement sa sécurité, qui ne peut pas dépendre de la décision de puissances étrangères, ni russe `URSS`, ni américaine `Etats-Unis`. Cela étant admis - et j'espère que cela finira pas l'être - il est très important que M. Andropov sache que la France n'est pas son ennemie. Avec ce sujet, nous sommes en présence d'un débat majeur dans lequel interviennent les notions les plus élémentaires de la sécurité et de l'indépendance. Je ne vois pas du tout la France, si jamais elle consentait - elle n'y consent pas - à cette prise en compte, contrainte de demander la permission des deux plus grandes puissances lorsqu'elle voudrait assurer, moderniser son armement. C'est aussi simple que cela.

- M. Andropov saura de cette déclaration et donc de ce sommet, que la France et la Grande-Bretagne sont des pays pacifiques, que la France - je parle pour elle, je ne suis pas autorisé à parler pour les autres - n'est pas l'ennemie de l'Union soviétique `URSS` et qu'il y a bien d'autres terrains où l'on ferait mieux de faire avancer le progrès de la paix, en Europe et dans le monde.

- QUESTION.- Sur ces questions, avez-vous discuté d'une démarche personnelle ou conjointe avec Mme Thatcher pour éclairer M. Andropov ?

- LE PRESIDENT.- Pour l'instant il faut dire, monsieur, que nous n'avons pas été invités. Oh, je sais bien ce que nous aurions répondu si on nous avait dit : venez à Genève. C'est une idée, mais la question n'a pas été posée, nous n'avons donc pas à répondre.

- Une dernière petite note en réponse à cette question. Ce que M. Andropov pourra comprendre de ces observations : la France ne souhaite pas voir le nombre des euromissiles s'accroître en Europe. Elle souhaite les voir se réduire. Jusqu'alors, il n'a semblé à aucun moment, depuis le temps que la négociation est ouverte, qu'on soit allé dans ce sens. Voilà. Devant ce triste constat, la France s'est contentée d'assurer son propre armement. Le principal responsable d'un grand pays patriote et courageux - nous savons ce que vaut le peuple russe - comprendra mieux que

personne ce que signifie la volonté d'indépendance de la France. \